

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2014

CHAPITRE 38

**MINISTERE
DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	7
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	8
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014	10
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	11
2.1.	PROGRAMME 496: DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT	13
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	14
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	14
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	15
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	16
2.2.	PROGRAMME 497: AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN	19
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	20
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	20
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	20
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	22
2.3.	PROGRAMME 498: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT URBAIN (PDITU)	25
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	26
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	26
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	26
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	28
2.4.	PROGRAMME 499: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR URBAIN	31
2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	32

2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	32
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	33
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	34
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	38
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	39
3.2.	LEÇONS APPRISES	40
3.3.	PERSPECTIVES	42

NOTE EXPLICATIVE

En 2007 le Cameroun effectue une avancée indéniable dans la modernité à travers l'adoption le 27 décembre, de la loi portant Régime Financier de l'Etat. Cette « Constitution financière » introduit dans l'administration la gestion axée sur les résultats à travers le budget programme. En prélude au basculement dans ce nouveau mode gestion le 1^{er} janvier 2013, la documentation budgétaire accompagnant le projet de loi de finance s'enrichie du Projet de Performance des Administrations (PPA). Ce document élaboré par chaque département ministériel ou institution, présente les programmes avec des objectifs assortis d'indicateurs de performance.

Par application de l'article 22 alinéa 3 de la loi de 2007, « le projet de loi de règlement est accompagné des rapports annuels de performance des administrations rédigés par les ordonnateurs principaux » et qui rendent compte de la performance projetée dans les PPA. Ainsi, en 2014, les premières évaluations de l'exécution du budget par programme ont eu lieu à travers la production par tous les départements ministériels des rapports annuels de performance de l'exercice 2013.

A cet effet, les pouvoirs politiques dans leur ensemble ont pu apprécier la mise en œuvre des programmes dans les départements ministériels. La Chambre des Comptes de la Cour Suprême à travers son avis sur le projet de loi de règlement et le parlement pendant l'examen de la loi de règlement pendant la session budgétaire.

En cette deuxième année d'élaboration des Rapports annuels de performance où l'exercice a été étendu aux institutions, l'accent est mis sur l'amélioration qualitative du document notamment au niveau du renseignement de la performance technique des administrations, dans le respect de ses trois parties :

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2014;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2014 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) adopté par le gouvernement en 2009 énonce des objectifs clairs de politique économique, sociale et culturelle pour le Cameroun à l'horizon 2020.

Pour l'atteinte de ces objectifs, le document de stratégie de développement du sous- secteur urbain permet d'avoir dans le sous secteur, une meilleure vision et lisibilité des activités à mener pour améliorer la contribution des villes camerounaises au développement du pays, conformément aux orientations du Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) et aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le DSCE souligne l'importance des enjeux économiques du développement urbain et du rôle économique des villes, compte tenu de leur poids sur le PIB (le PIB urbain représente actuellement près de 60% du PIB total). En effet, les villes sont des lieux de concentration des activités économiques et les champs de prédilection des secteurs secondaires et tertiaires. Il est donc nécessaire de replacer la ville dans son véritable rôle de moteur du développement économique et social, afin de permettre aux villes de contribuer efficacement à la relance et la consolidation de la croissance économique.

Pour cela, l'objectif clairement énoncé dans le DSCE est «de maîtriser le développement des villes et d'en faire des centres de production et de consommation nécessaires à l'essor du secteur industriel, mais également de promouvoir l'émergence des agglomérations périphériques, le développement des villes moyennes ou secondaires capables de structurer les activités économiques dans l'espace urbain et de concourir au développement des zones rurales environnantes».

De manière spécifique, les autorités entendent encadrer et maîtriser le développement urbain (limiter le taux d'urbanisation à 57,3% en 2020) ; construire 17 000 logements et aménager 50 000 parcelles) ; réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès aux infrastructures aux services urbains de base ; construire 150 km de voies bitumées ; Renforcer l'industrie, le secteur privé, la gouvernance et les ressources humaines du sous secteur urbain.

L'atteinte de ces objectifs se fera à travers :

- Le développement de l'habitat ;
- l'entretien et la réhabilitation des infrastructures urbaines ;
- le développement des infrastructures urbaines ;
- l'amélioration de l'accès aux services urbains de base ;
- la maîtrise de l'occupation du sol ;
- la protection des groupes sociaux vulnérables ;
- le renforcement des capacités institutionnelles.

Spécifiquement pour l'exercice 2014, les résultats escomptés étaient :

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme 496, l'élaboration de **21** documents de

planification urbaine et l'achèvement de **1500 logements** dans le cadre du programme gouvernemental de construction des logements sociaux.

Pour le Programme 497, la construction de **30 km** de drains, la construction d'une station d'épuration des eaux usées, l'aménagement de **20 000 m²** d'espaces verts et la formation de **200 jeunes** aux petits métiers urbains.

Au niveau du programme 498, l'entretien de **98,670 km** de voirie en terre, la réhabilitation de **75,508 km** de voirie revêtue et la construction de **06,451 km** de voirie revêtue.

Concernant le programme 499, la réhabilitation de **08 délégations** régionales/ départementales du MINH DU et la poursuite/achèvement des travaux de construction de **05 délégations** régionales/départementales du MINH DU. On note également dans ce programme, la formation d'au moins **141 personnels** du MINH DU et l'élaboration de **03 textes** régissant notre secteur d'activités.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Au terme du Décret n°2012/384 du 14 septembre 2012, portant organisation et fonctionnement du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain (MINH DU) est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'habitat et de développement urbain.

A ce titre, il est chargé :

a) En matière d'habitat:

- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan d'amélioration de l'habitat, tant en milieu urbain que rural;
- de la mise en œuvre de la politique d'habitat social ;
- du suivi de l'application des normes en matière d'habitat.

b) En matière de développement urbain :

- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des stratégies d'aménagement et de restructuration des villes en relation avec les Administrations concernées ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies de développement social intégré des différentes zones urbaines ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies de gestion des infrastructures urbaines en liaison avec le Ministère des Travaux Publics ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies d'amélioration de la circulation dans les grands centres urbains avec les Départements ministériels et les Collectivités Territoriales Décentralisées concernés;

- de l'embellissement des centres urbains, en liaison avec les départements ministériels et les collectivités Territoriales Décentralisées intéressés ;
- de la planification et du contrôle du développement des villes ;
- du suivi de l'élaboration des plans directeurs des projets d'urbanisation en liaison avec les Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- du suivi de l'application des normes en matière d'assainissement et de drainage;
- du suivi du respect des normes en matière d'hygiène et de salubrité, d'enlèvement et/ou de traitement des ordures ménagères;

de la liaison avec les Organisations Internationales concernées par le développement des grandes villes en relation avec le Ministère des Relations Extérieures.

Il suit les activités des Ordres correspondants aux professions d'Architecte, d'Urbaniste et de Géomètre.

Il travaille en étroite collaboration avec les Collectivités Territoriales Décentralisées et exerce la tutelle sur la Société Immobilière du Cameroun (SIC), les projets et les organismes concourant à l'aménagement des villes et de l'habitat.

Il est assisté d'un Secrétaire d'État, chargé de l'habitat.

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Evoquant le bilan de l'exercice 2014, il convient de rappeler que l'enveloppe globale du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain pour l'année de référence, s'est élevée à **80 188 290 000 FCFA** répartie ainsi qu'il suit :

Dépenses de fonctionnement : **17 807 000 000 FCFA**

Dépenses d'investissement : **62 381 290 000 FCFA**

Cette enveloppe budgétaire a permis d'exécuter le programme d'actions du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain dont les axes majeurs se déclinent en la réalisation des études sectorielles et l'élaboration des documents de planification(i) ; la poursuite de la promotion immobilière tant publique que privée (ii) ; le désengorgement des pénétrantes des villes, la réhabilitation des centres urbains et des grands carrefours (iii) ; et l'assainissement (iv).

Par ailleurs, l'exécution de ce budget à l'intérieur de chaque programme a été marquée par un contexte particulier.

La mise en œuvre du **programme 496**, a été influencée par la faible capacité financière et technique des Bureaux d'Etudes adjudicataires des marchés relatifs à l'élaboration des documents de planification urbaine et ceux relatifs aux études de restructuration urbaines ; cette insuffisance a également été constatée au niveau des performances des PME locales retenues pour la construction des logements sociaux dans le cadre du programme gouvernemental, et ayant entraîné la résiliation de certains marchés. A cet effet, les résultats escomptés pour le compte de l'exercice n'ont pu être atteints. Toutefois, le projet de construction des logements

sociaux dans le cadre de la coopération avec la Chine a affiché des résultats satisfaisants, avec une bonne cadence d'exécution ; ceci dû au bon montage financier du projet et à la capacité technique des entreprises chinoises à réaliser les travaux.

Pour le **programme 497**, L'exécution du programme est adossée sur les projets de coopération ayant des conditions suspensives au déblocage des fonds, notamment la libération des emprises des projets, tributaires aux non objections des bailleurs de Fonds. On note également les difficultés de libération de l'emprise du projet de construction de la station d'épuration des eaux usées, qui plombent l'exécution du projet. En outre, on peut également relever d'une part les difficultés rencontrées par les CTD pour mobiliser les ressources transférées et d'autre part, le manque de collaboration entre les maires et les Délégués du Gouvernement auprès des Communautés Urbaines.

Le **programme 498**, pour sa part, a été marqué par le nombre importants d'appels d'offres déclarés infructueux ; la difficulté à implémenter les nouvelles procédures de passation des marchés au niveau des Collectivités Territoriales Décentralisées et les lenteurs dans les procédures administratives notamment les travaux des commissions d'évaluation des biens affectés par les projets de voiries ; qui pour l'ensemble ont contribué au retardement du démarrage effectif des travaux.

Le **programme 499** quant à lui a été marqué par l'amélioration du cadre institutionnel et juridique du sous- secteur urbain en réponse à l'accroissement du désordre urbain ; l'amélioration des conditions de travail des agents de l'Etat avec en prime le renforcement des capacités et la mise en œuvre des outils de pilotage du budget par la désignation des responsables de programme, d'action et de contrôle de gestion.

En dépit des difficultés relevées ci-haut, au cours de l'année 2014, le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, a poursuivi la mise en œuvre d'importants travaux pluriannuels, notamment la construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen, la voie d'accès à la ville nouvelle d'Olembé, la pénétrante Est de Yaoundé, le tronçon Shell Nsimeyong-Tamtam Week end- TKC, les travaux de la voie d'accès à l'Hôpital Gynéco Obstétrique de Douala, les travaux d'aménagement de la voie d'accès aux logements chinois à Douala, la construction du tronçon National comprehensive school-middle farm à Limbé et les travaux de désenclavement des quartiers d'habitat précaire dans les villes de Maroua, Bamenda et Mbalmayo ; ces projets et bien d'autres qui ont enregistré des résultats satisfaisants grâce à la culture de résultats désormais encrée dans les habitudes des responsables du MINHDU sous l'impulsion forte de son chef de département.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

Les axes d'intervention de la stratégie de développement du sous-secteur urbain se déclinent en 04 Programmes :

Le programme 496 qui vise à rationaliser l'occupation de l'espace urbain et réduire de façon significative la proportion d'habitat indécemment en milieu urbain ;

Le programme 497 dont l'objectif est d'assainir et embellir l'espace urbain ;

Le programme 498 qui a pour but d'accroître la mobilité urbaine ;

Le programme 499 qui vise à améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes du MINH DU.

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 496

DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT

Responsable du programme

ASONGWEO EMMANUEL ANYANG
Directeur de l'Habitat Social et de la Promotion Immobilière

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Réduire de façon significative la proportion de l'habitat indécent en milieu urbain	
Indicateur	Intitulé:	Proportion de ménages ayant accès à un habitat décent
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	35.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	50.0
Indicateur	Année cible:	2014
	Intitulé:	nombre de logements construits
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	1675.0
	Année de référence:	2013
Indicateur	Valeur Cible	17000.0
	Année cible:	2018
	Intitulé:	Superficie des espaces aménagés, restructurés ou rénovés
	Unité de mesure	ha
	Valeur de référence:	0.0
Indicateur	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	800.0
	Année cible:	2014
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DÉVELOPPEMENT DE LA PLANIFICATION URBAINE Action 02: RÉALISATION DES OPÉRATIONS D 'AMÉNAGEMENT URBAIN Action 03: CONSTRUCTION DE NOUVEAUX BÂTIMENTS	
DOTATIONS INITIALES	AE 27 543 901 000	CP 27 543 901 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ASONGWEO EMMANUEL ANYANG, Directeur de l'Habitat Social et de la Promotion Immobilière	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 496 a été influencé par la faible capacité financière et technique des Bureaux d'Etudes adjudicataires et/ou soumissionnaires des marchés relatifs à l'élaboration des documents de planification urbaine et ceux relatifs aux études de restructuration urbaines ; cette insuffisance a également été constatée au niveau des performances des PME locales retenues pour la construction des logements sociaux dans le cadre du programme gouvernemental, et ayant entraîné la résiliation de certains marchés. A cet effet, les résultats escomptés pour le compte de l'exercice n'ont pu être atteints. Toutefois, le projet de construction des logements sociaux dans le cadre de la coopération avec la Chine a affiché des résultats satisfaisants, avec une bonne cadence d'exécution ; ceci dû au bon montage financier du projet et à la capacité technique des entreprises chinoises à réaliser les travaux.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 16 599 109 708	CP 16 599 109 708
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 10 944 791 292	Ecart CP 10 944 791 292
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 15 637 293 488	CP 24 483 609 348
TAUX DE CONSOMMATION	94,2 %	147,5 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES		
PERSPECTIVES 2015	-signature d'une convention avec le FEICOM pour l'élaboration des documents de planification urbaine ; - mise en place d'un programme de renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de planification urbaine ; -organisation d'un séminaire portant sur l'élaboration et la mise en œuvre des documents de planification urbaine ; - mesures administratives de coercition en vue de la résiliation de plusieurs marchés de construction et leurs réattributions.	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 DÉVELOPPEMENT DE LA PLANIFICATION URBAINE									
OBJECTIF	Assurer la maîtrise de l'occupation du sol par l'élaboration des documents de planification et la mise à jour de tous les documents existants								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de documents de planification urbaine élaborés/actualisés et approuvés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 33,34		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:		42.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		102.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		21 documents en cours d'élaboration avec un taux d'exécution moyen de 30%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 742 977 000	1 742 977 000	1 728 661 866	1 728 661 866	1 098 798 920	1 146 960 155	63,6 %	66,3 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Crédits transférés aux CTD qui assument la fonction de Maître d'Ouvrage Délégué. Cette action a été influencée par la faible capacité financière et technique des Bureaux d'Etudes adjudicataires des marchés relatifs à l'élaboration des documents de planification urbaine.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- 15 Plans d'Occupation de Sol (POS) en cours d'élaboration (Kumba 1 ,2 et 3 : 60% ; Ngaoundéré 1 et 2 :55%, Kribi 1 et 2 : 30%, Bangangté :30% ; Loum : 45% ; Kaélé :80% ; Bafia : 80% ; Eséka : 35% et Akono : 35% ; Ebolowa 1 et 2 : 20% . - 03 Plans Sommaire d'Urbanisme (PSU) en cours d'élaboration (Bélabo : 80%, Figuil :20% et Mbanga :60%). - 01 Plan Directeur d'Urbanisme (PDU) en cours d'élaboration (Ebolowa : 20%) ; - 02 Plans de Secteur (PS) en cours d'élaboration (Banékané : 30% et noyau central de Douala 3^{ème} : 20%) ; - 04 cartographies en cours d'élaboration (Maga :0% ;Ngaoundal :20% ;Njombé –Penja : 0% ; Lagdo : marché déclaré infructueux.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Certaines difficultés ont freiné la réalisation de cette action au rang desquelles la faible capacité technique et financière des BET de l'élaboration de ces documents, la faible qualification technique des CTD qui assurent la fonction de maitre d'ouvrage et des services déconcentrés du MINHDU quant au suivi de l'élaboration des documents de planification ; L'Appel d'Offre relatif à l'élaboration de la cartographie de base de la ville de Lagdo a été déclaré infructueux.								
Perspectives 2015	- Les mesures ont été prises au niveau interne pour y remédier notamment la suspension de l'élaboration des documents de planification pour l'exercice 2016. L'accent sera mis sur la formation des BET, des services techniques des CTD et des cadres des services centraux et déconcentrés du MINHDU en matière d'élaboration des documents de planification dans le cadre du PNFMV; - Grille d'évaluation des BET en cours d'élaboration ; - poursuite des réunions au niveau central avec les BET, les CTD et les services déconcentrés concernés ; Guide de suivi de l'élaboration des documents de planification en cours d'élaboration.								

Action 02 RÉALISATION DES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT URBAIN

OBJECTIF	Améliorer quantitativement et qualitativement la production des espaces urbanisés décents								
Indicateur	Intitulé:		Superficie d'espaces urbains aménagés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		ha						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		800.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1254 ha						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	4 584 500 000	4 584 500 000	522 689 040	522 689 040	190 735 766	3 172 039 040	36,5 %	606,9 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les activités de restructuration ont été menées dans le cadre du Projet de Développement des secteurs Urbain et de l'approvisionnement en Eau (PDUE), financé par la Banque Mondiale. La mise en œuvre de cette action a été influencée par la faible capacité financière et technique des Bureaux d'Etudes adjudicataires et/ou soumissionnaires des marchés relatifs aux études de restructuration urbaines.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 419 ha aménagés dans les Communes de Yaoundé 3 et 4, Douala 2, Bamenda, Maroua et Mbalmayo dans le cadre du PDUE ; - 03 études d'identification des quartiers sous structurés à Yaoundé, Douala et Bafoussam (études achevés, programmées dans le BIP 2013).								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les travaux de restructuration dans six quartiers sous structurés dans les Communes de Yaoundé 3 et 4, Douala 2, Bamenda, Maroua et Mbalmayo pour une superficie de 419 ha ont contribué au désenclavement des quartiers d'habitat précaire et anarchique, et à l'accès aux services urbains de base. Les 32% de consommation du budget pour 100% d'exécution des travaux, se justifie par le fait que les données ne prennent pas en compte les ressources transférés au CTD. 16 hectares en cours de securisation et de securisation à EKOKO II dans la Mefou et Afamba								
Perspectives 2015	- Poursuite des études d'identification des zones des centres urbains à restructurer ou à rénover en priorité et des zones d'extension urbaine dans les 14 Communautés Urbaines à l'instar de Bertoua ; - Poursuite des études en vue de la restructuration/rénovation des qsst dans la CU Yaoundé : quartier Nkol Bikok ; dans la CU Bamenda : quartier Sissia ; dans la CU Kribi : quartier Afan Mabé Elaboration d'une stratégie d'amélioration des bidonvilles avec l'appui technique de l'ONU/Habitat.								

Action 03 CONSTRUCTION DE NOUVEAUX BÂTIMENTS

OBJECTIF	Accroître l'offre de logements décents en milieu urbain								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de logements construits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		1675.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		17000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1000 logements sociaux construits dont 240 logements construits à Douala dans le cadre des premiers 1675 logements confiés aux PME nationales et 760 dans le cadre de la construction des logements avec la coopération chinoise avec précisément 660 à Yaoundé et 100 à Douala.				69,13		
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	21 216 424 000	21 216 424 000	14 347 758 802	14 347 758 802	14 347 758 802	20 164 610 153	100 %	140,5 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte marqué par la faible capacité financière et technique des Petites et Moyennes Entreprises (PME) locales retenues pour la construction des logements sociaux dans le cadre du programme gouvernemental, et ayant entraîné la résiliation de certains marchés. A cet effet, les résultats escomptés pour le compte de l'exercice n'ont pu être atteints. Toutefois, le projet de construction des logements sociaux dans le cadre de la coopération avec la Chine a affiché des résultats satisfaisants, avec une bonne cadence d'exécution ; ceci dû au bon montage financier du projet et à la capacité technique des entreprises chinoises à réaliser les travaux.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- 240 logements construits (Programme Gouvernemental) - 760 dans le cadre de la construction des logements avec la coopération chinoise avec précisément 660 à Yaoundé et 100 à Douala ; -les travaux sont en cours à Yaoundé et à Douala dans le cadre du programme gouvernemental pour un taux d'avancement moyen de 76% pour les premiers 1675; - les travaux de construction de 660 logements sociaux avec la coopération chinoise ont un taux d'avancement de 90% à Olembé à Yaoundé et de 55% à Douala ; -les sites de Mbouda, Ngaoundéré et Limbé sécurisés.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- La défaillance des PME locales de construction qui ont démontré leur limite tant sur leur capacité financière que technique. - Les lenteurs procédurales au niveau local dans le cadre de la sécurisation et des indemnisations (signature des DUP, mises en place des commissions préfectorales, etc.) ; Les 110% de consommation du budget pour 100% d'exécution des travaux, se justifie par le virement des financements liés à certaines activités de l'action 2								
Perspectives 2015	- Achèvement de la construction de 1 675 logements sociaux de la première phase du Programme Gouvernemental de construction de 10 000 logements sociaux ; - Poursuite de la sécurisation des sites et indemnisation ; - Implication des firmes multi nationales avec des technologies innovantes de construction de masse à moindre coût ; l'orientation vers les Coopératives d'Habitat en matière de construction des logements sociaux, à travers la mise en place d'un cadre normatif conséquent et l'encouragement des acteurs.								

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 497

AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN

Responsable du programme

MANDENGUE GERARD

Directeur de l'Habitat Social et de la Promotion Immobilière

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer la participation des acteurs à la promotion d'un cadre de vie plus salubre	
Indicateur	Intitulé:	Nombre moyen d'emplois HIMO par projet
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	30.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	50.0
Indicateur	Année cible:	2018
	Intitulé:	Linéaire de drain construit
	Unité de mesure	km
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2014
Indicateur	Valeur Cible	30.0
	Année cible:	2018
	Intitulé:	Taux de la population urbaine ayant accès aux infrastructures d'assainissement
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	47.0
Indicateur	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	60.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMELIORATION DE L'ASSAINISSEMENT EN MILIEU URBAIN Action 02: EMBELLISSEMENT ET SÉCURISATION DES CENTRES URBAINS Action 03: PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL INTÉGRÉ DE TOUS LES GROUPES SOCIAUX EN MILIEU URBAIN	
DOTATIONS INITIALES	AE 13 930 069 000	CP 13 930 069 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MANDENGUE GERARD, Directeur de l'Habitat Social et de la Promotion Immobilière	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme d'amélioration de l'environnement urbain est adossé sur les projets de coopération ayant des conditions suspensives au déblocage des fonds, notamment la libération des emprises des projets, tributaires aux non objections des bailleurs de Fonds. On note également les difficultés de libération de l'emprise du projet de construction de la station d'épuration eaux usées, qui plombent l'exécution du projet.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	30 km de drains réalisés, 5 000 m ² d'espaces verts aménagés, - 430 points d'éclairage public installés dans six quartiers couverts par le PDUE. - 160 points lumineux installés dans le cadre des travaux de la pénétrante Est à Yaoundé. 104 points lumineux installés à Fiango dans la Commune de Kumba 2 ^{ème} . 212 jeunes formés 13 276 ménages bénéficiant des projets sociaux de proximité.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 10 174 567 637	CP 10 174 567 637
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 3 755 501 363	Ecart CP 3 755 501 363
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 9 484 647 015	CP 6 902 074 987
TAUX DE CONSOMMATION	93,2 %	67,8 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Mobilisation importante des ressources dans le cadre du BIP MINH DU 2014 et du PDUE. De plus on note une forte implication des acteurs (entreprises, CTD concernées, population, etc...). Toutefois, la non disponibilité des données urbaines et des études techniques ne permet pas à ce stade de renseigner les indicateurs les plus pertinents notamment celui du programme .	
PERSPECTIVES 2015	le MINH DU a signé avec l'Institut National de la Statistiques (INS) en juin 2014 une convention en vue de la réalisation des études techniques permettant de renseigner les indicateurs les plus pertinents sur cette activité notamment celui relatif au taux (ou proportion) de la population urbaine ayant accès aux infrastructures d'assainissement. -le démarrage du projet de drainage des eaux pluviales de Douala avec l'appui de la coopération française ; et du PADY à Yaoundé avec l'appui conjoint BAD-Coopération française.	

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 AMELIORATION DE L'ASSAINISSEMENT EN MILIEU URBAIN								
OBJECTIF	Maîtriser la gestion des eaux pluviales, des eaux usées et des déchets solides							
Indicateur	Intitulé:		Taux de la population urbaine ayant accès aux services d'assainissement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		60.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	10 495 000 000	10 495 000 000	6 745 000 000	6 745 000 000	6 280 723 157	3 700 000 000	93,1 %	54,9 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a bénéficié des financements issus de la Banque Mondiale dans le cadre du PDUE. Aussi, en plein processus de décentralisation, la réhabilitation des stations d'épuration et réseau collectif d'assainissement a été transféré aux CTD pour l'amélioration du cadre de vie des populations en milieu urbain qui se dégrade de jour en jour.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Les travaux dans les villes de Bamenda, Maroua, Yaoundé et Mbalmayo ont permis de construire 30 km de drains dans le cadre du PDUE.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Disponibilité des financements, performance des entreprises retenues. La non disponibilité des données urbaines et des études techniques ne permet pas à ce stade de renseigner l'indicateur relatif au taux (ou proportion) de la population urbaine ayant accès aux infrastructures d'assainissement qui est le plus pertinent pour cette action.. S'agissant du projet de réhabilitation de la station d'épuration de Biyem-assi, Montée jouvence, les travaux ont été suspendus pour des raisons d'occupation d'emprise par les riverains. Les études pour la station de Mendong sont achevées. Les appels d'offres pour les travaux suivront immédiatement							
Perspectives 2015	démarrage du projet de drainage des eaux pluviales de Douala avec l'appui de la coopération française ; et du Projet d'assainissement de Yaoundé (phase II) avec l'appui conjoint BAD-Coopération française. Par ailleurs, le MINHDU vient de signer avec l'Institut National de la Statistiques (INS) en juin 2014 une convention en vue de la réalisation des études techniques permettant de renseigner l'indicateur relatif au taux (ou proportion) de la population urbaine ayant accès aux infrastructures d'assainissement.							

Action 02 EMBELLISSEMENT ET SÉCURISATION DES CENTRES URBAINS

OBJECTIF	Embellir et sécuriser le paysage urbain							
Indicateur	Intitulé:		superficie d'espaces aménagés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 60,52%	
	Unité de mesure		ha					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		23000 m2					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	325 000 000	325 000 000	325 000 000	325 000 000	99 356 221	139 102 732	30,6 %	42,8 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les tâches de cette action ont été mises en œuvre à travers le transfert de ressources aux CTD dans le cadre des transferts de compétences en ce qui concerne l'embellissement des centres urbains. S'agissant de la sécurisation desdits centres, les résultats du PDUE ont été captés au niveau de cette action.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Espaces aménagés dans les villes de Bafang et Limbé dans le cadre des transferts de compétence. - 430 points d'éclairage publics installés dans six quartiers couverts par le PDUE. - 160 points lumineux installés dans le cadre des travaux de la pénétrante Est à Yaoundé - 104 points lumineux installés à Fiango dans la Commune de Kumba 2 ^{eme} .							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les Travaux d'aménagement des carrefours et places urbains dans les communes d'Eséka, Douala II, Poli, sont en cours d'exécution et ont fait l'objet de transfert de compétence aux CTD qui assurent la maîtrise d'ouvrage. Les lenteurs au niveau des services départementaux des services du MINMAP justifieraient cette contreperformance.							
Perspectives 2015	Ces activités sont inscrites dans le BIP 2015 du MINHDU donc bénéficieront toujours d'une allocation adéquate tout en s'étendant dans de nouvelles villes (Maroua, Douala, Garoua, Bazou et Ambam). Aussi, dans le cadre de l'éclairage public, les villes de Abong Bang, Mbouda et Tibati bénéficieront des ressources dans le cadre du BIP 2015.							

Action 03 PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL INTÉGRÉ DE TOUS LES GROUPES SOCIAUX EN MILIEU URBAIN								
OBJECTIF	Promouvoir le développement social intégré en milieu urbain et favoriser l'accès de tous les groupes sociaux aux services et équipements urbains de base							
Indicateur	Intitulé:		proportion des groupes sociaux défavorisés ayant accès à l'emploi à travers la mise en oeuvre des infrastructures urbaines				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2014					
	Valeur Cible		50.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 110 069 000	3 110 069 000	3 104 567 637	3 104 567 637	3 104 567 637	3 062 972 255	100 %	98,7 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Ces actions ont bénéficié du financement du budget d'investissement public 2014.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Travaux d'amélioration de l'accès aux services de base à Fiango Kumba 2 ^{eme} (01 ouvrage de franchissement construit, 01 ouvrage de franchissement réfectionné, 2600 ml du cow water récalibrés, 800ml de fossé construits, 500 ml de remblai d'accès réalisés, 200 m2 de berge protégée en perrés maçonnés et 2600 ml de voie d'accès avec grille de protection et un ouvrage de franchissement en cours de réalisation, 05forages construits, 104 points lumineux aménagés). 212 Jeunes en difficultés formés aux petits métiers du secteur urbains à Yaoundé, Penka-Michel et Bibey (en carrelage, en compostage et production des briques de terre comprimée) et appui en matériels d'insertion remis aux communes en faveur des jeunes formés. 13 276 ménages des quartiers sous-structurés ont bénéficié des projets sociaux de proximité.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La performance satisfaisante se justifie par une meilleure capitalisation du PDUE par la Division du Développement Social Urbain en matière de désenclavement des quartiers et d'accès aux services sociaux de base par les ménages. De même, l'appui du BIT est perceptible en matière de formation des jeunes aux petits métiers de la ville par approche HIMO à travers les projets communautaires.							
Perspectives 2015	le MINH DU vient de signer avec l'Institut National de la Statistiques (INS) en juin 2014 une convention en vue de la réalisation des études techniques permettant de renseigner les indicateurs les plus pertinents sur cette activité notamment celui relatif au taux (ou proportion) de la population urbaine ayant accès aux infrastructures d'assainissement.							

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 498

DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT
URBAIN (PDITU)

Responsable du programme

NDJIBA BAMI ARMAND ROMUALD
Directeur de l'Habitat Social et de la Promotion Immobilière

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer la mobilité urbaine	
Indicateur	Intitulé:	linéaire de voirie urbaine en bon état
	Unité de mesure	km
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	1310.0
	Année cible:	2014
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE Action 02: RÉHABILITATION DE LA VOIRIE URBAINE Action 03: CONSTRUCTION DE LA VOIRIE URBAINE	
DOTATIONS INITIALES	AE 58 610 293 000	CP 29 739 293 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NDJIBA BAMI ARMAND ROMUALD, Directeur de l'Habitat Social et de la Promotion Immobilière	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Développement des infrastructures de développement urbain au cours de l'exercice 2014 a été marqué par le nombre important d'appels d'offres déclarés infructueux ; la difficulté à implémenter les nouvelles procédures de passation des marchés au niveau des Collectivités Territoriales Décentralisées et les lenteurs dans les procédures administratives notamment les travaux des commissions d'évaluation des biens affectés par les projets de voiries ; qui pour l'ensemble ont contribué au retardement du démarrage effectif des travaux.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	La cible réalisée est de 354 km précisément 54,666 km de voirie revêtue réalisée en 2014 soit 45,932 km de voirie urbaine revêtue réhabilitée, 2,234 km de voirie revêtue entretenue et 6,5 km de voirie urbaine revêtue construite. En plus, 54,821 km de voirie en terre entretenu. Les travaux se poursuivent à Limbé et connaissent un taux d'avancement de 70%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	92,18	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 55 449 933 036	CP 26 578 933 036
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 3 160 359 964	Ecart CP 3 160 359 964
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 26 739 093 077	CP 21 945 408 246
TAUX DE CONSOMMATION	48,2 %	82,6 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Certains marchés ont été déclarés infructueux. Ce qui a retardé le démarrage des travaux dans le cadre du Fonds routier 2013 dont les résultats sont captés en 2014. Toutefois, cette performance va s'améliorer d'ici juin 2015 au regard de la progression des travaux sur le terrain.	

PERSPECTIVES 2015	Achever les travaux d'entretien et de réhabilitation des voiries revêtues en cours en 2015. Poursuivre les travaux d'entretien des voiries en terre dans les communes dans le cadre de la décentralisation pour couvrir à terme l'ensemble des communes du pays. poursuivre les travaux de construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen section rase campagne. Il y a lieu de relever que la valeur cible (1310 km) de l'indicateur de ce programme affichée dans le PPA 2014 ne correspond pas à notre programmation.
----------------------	--

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE								
OBJECTIF	maintenir les voiries dans un bon état							
Indicateur	Intitulé:	Linéaire de voirie urbaine revetue /entretenu					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100% pour les voiries revêtues	
	Unité de mesure	km						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	0.0						
	Année cible:	2018						
	Valeur Cible	800.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	54,821 km de Voirie en terre entretenue 2,234 km de voirie revêtue entretenue.						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 967 590 000	1 967 590 000	2 017 590 000	2 017 590 000	1 807 666 038	1 177 324 702	89,6 %	58,35 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les travaux d'entretien des voiries du pays participent à la décentralisation par transfert de compétences aux communes.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- les travaux pour l'entretien de la voirie revêtue à Ebolowa et à Yaoundé sur un linéaire de 2,234 km; - Travaux d'entretien des voiries en terre achevés sous financement Fonds Routier : Kumbo (0,805 km), Santa (0,801 km), Balikumbat (1,524 km) Ngaoundéré (0,750 km), Wum (2,508 km), Misaje (0.923km), Bangangté (0.886km) dans le cadre du Fonds routier 2013 pour un linéaire global de 7,983 km ; -dans le cadre de la décentralisation (crédits transférés) les travaux d'entretien de la voirie en terre sont achevés dans dix communes (Endom 1,206 km, Koza, Noni 1 km, Bassamba, Ndziguilao : 18 km, Bankim 6,4km, Mbé 6,182km, Bengis, Dimako 6,6km et Mbongé 3,2 km) dans le cadre du BIP 2014 pour un linéaire global de 43,838 km.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les travaux pour l'entretien de la voirie en terre se poursuivent dans 07 communes sous financement BIP 2014 dans le cadre des transferts de compétence aux CTD. Le retard enregistré s'explique par les lourdeurs dans la passation des marchés au niveau des commissions départementales du MINMAP.							
Perspectives 2015	Achèvement des travaux d'entretien des voiries en terre dans le reste des communes. Les travaux d'entretien des voiries en terre dans les communes dans le cadre de la décentralisation se poursuivront pour couvrir à terme l'ensemble des communes du pays. En 2015, il s'agira de 15 communes.							

Action 02 RÉHABILITATION DE LA VOIRIE URBAINE

OBJECTIF	rétablir les performances des routes urbaines								
Indicateur	Intitulé:		Linéaire de voirie urbaine revetue /rehabilité				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 87,22%		
	Unité de mesure		km						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		360.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		314,332 km						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	17 855 390 000	14 684 390 000	14 637 191 124	11 466 191 124	10 373 518 534	8 815 874 505	70,9 %	76,9 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action a bénéficié des crédits IDA dans le cadre du PDUE et du budget d'investissement public du MINHDU exercice 2014 et du Fonds Routier 2013.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-18,4 km de voirie réhabilitée à Yaoundé et Bamenda dans le cadre du PDUE. -7,935 KM de voirie réhabilitée dans le cadre des travaux de réhabilitation et d'aménagement de la rue Shell Nsimeyong-Tam Tam TKC boucle Chapelle St Marc Hôpital à Biyem Assi à Yaoundé; -08,491 km de voirie revetue réhabilitée dans le cadre des interventions d'urgence dans les villes de Yaoundé, Muyuka, Bangangté et Nkoldom ; -5,355km de voirie revêtue entretenu dans les villes d'Okola (0,511 km), Yaoundé (2,068km), Garoua-Boulai (1,126 m), Ngaoundéré (0,750km) et Edéa (0,900 km).								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'écart s'explique par l'infructuosité des marchés de réhabilitation des voiries dans les villes secondaires. La faible capacité technique et financière des PME nationales adjudicataires des marchés. Toutefois, les marchés infructueux ont été relancés et tout est mis en œuvre pour améliorer la cadence des travaux.								
Perspectives 2015	L'achèvement des travaux de réhabilitation des voiries secondaires sous financement fonds routier 2013 et 2014.								

Action 03 CONSTRUCTION DE LA VOIRIE URBAINE

OBJECTIF	Etendre le réseau ferroviaire dans les villes								
Indicateur	Intitulé:		Linéaire de voirie urbaine construit				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 94,46%		
	Unité de mesure		km						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		50.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		34,135 km Les travaux se poursuivent à Limbé et connaissent un taux d'avancement de 70%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	38 787 313 000	13 087 313 000	38 795 151 912	13 095 151 912	14 557 908 505	13 129 533 741	37,5 %	100,3 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le démarrage des travaux de construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-2,5km de voirie construite dans la ville de Yaoundé accès à la nouvelle ville d'Olembé ; -04 km de voirie construite à Yaoundé dans le cadre des travaux de construction de la pénétrante Est de Yaoundé. Les travaux se poursuivent à Limbé et connaissent un taux d'avancement de 70%. -Exécution des travaux de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen section en rase campagne sur un linéaire de 10,8 km pour un niveau d'avancement global de 17% ; -l'aménagement des voies d'accès aux sites des promoteurs privés des logements sociaux pour un linéaire global de 6,15 km dont 1,4km à Bamenda ; 0,85 kmà Mfou et 3,92km Yaoundé avec un taux d'avancement moyen de 45%.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les travaux de construction du tronçon National Comprehensive college Junction-Middle farm sur un linéaire de 2 km se poursuivent avec un taux d'avancement de 70%. Par ailleurs, l'aménagement des voies d'accès aux sites des promoteurs privés des logements sociaux se poursuit avec un taux d'exécution de 45%. Il convient de relever que la non libéralisation des emprises a ralenti les travaux. En effet, la procédure d'indemnisation a pris un an. C'est le 09 juillet 2014 que le receveur des finances du Fako est rentré en possession des fonds relatifs aux indemnisations et le Préfet du Fako a procédé auxdites indemnisations.								
Perspectives 2015	Poursuite des travaux de construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen section rase campagne, l'achèvement des travaux de la voie d'accès à la ville nouvelle d'Olembé et de la voirie de Limbé.								

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 499

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR
URBAIN

Responsable du programme

YEMPIE JEREMIE
Directeur de l'Habitat Social et de la Promotion Immobilière

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer le fonctionnement et les performances des services du MINH DU	
Indicateur	Intitulé:	Nombres de structures et de réalisations effectivement accompagnées au MINH DU
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMÉLIORATION DU CADRE INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE Action 02: RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES Action 03: AMÉLIORATION DE LA GOUVERNANCE URBAINE Action 04: COORDINATION DES SERVICES	
DOTATIONS INITIALES	AE 8 975 027 000	CP 8 975 027 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	YEMPIE JEREMIE, Directeur de l'Habitat Social et de la Promotion Immobilière	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le MINH DU a élaboré un certain nombre de textes relatifs aux règles d'utilisation du sol ; à l'appui à l'habitat social ; à la promotion immobilière et à la mise en œuvre de la copropriété. Ce travail se poursuivra au cours des années à venir afin de parachever la relecture du cadre législatif et réglementaire sur l'urbanisme et habitat et de contribuer à sa vulgarisation.

L'insuffisance dans la maîtrise de la croissance urbaine est corrélative à l'insuffisance qualitative et quantitative en ressources humaines, financières et matérielles. L'accent sera mis ici sur le renforcement des effectifs, le renforcement des capacités à travers la formation continue du personnel du MINH DU et des autres structures partenaires. Des actions viseront également l'amélioration des infrastructures ; du financement et de la disponibilité des équipements, matériels et matériaux de construction.

A ce titre le programme de gouvernance et appui institutionnel dans le sous secteur urbain dont l'objectif est d'améliorer le fonctionnement et les performances des services du MINH DU contribuera à réunir les conditions idoines d'une mise en œuvre efficace et efficiente des programmes opérationnels à travers des actions qui concourent à la consolidation des acquis du sous-secteur dans le domaines des ressources humaines, matérielles et financières du renforcement des audits internes et de la coordination des services.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Toutes les activités du programme ont été réalisées au terme de l'exercice budgétaire	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	100	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 26 835 679 619	CP 26 835 679 619
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -17 860 652 619	Ecart CP -17 860 652 619
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 26 494 139 094	CP 11 658 988 120
TAUX DE CONSOMMATION	98,7 %	43,4 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Il s'agit pour l'essentiel des marchés de fournitures et d'approvisionnements généraux dont les délais d'exécution sont nettement allégés. En plus ces marchés présentent un taux de risque faible. Ce qui justifie une meilleure consommation des crédits y afférents.	
PERSPECTIVES 2015	Poursuite du processus de l'amélioration du fonctionnement et des performances des services du MINH DU	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 AMÉLIORATION DU CADRE INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE									
OBJECTIF	Améliorer le cadre institutionnel et Juridique du sous-secteur urbain								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de projets de textes élaborés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		4.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		12.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		05						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	72 500 000	72 500 000	72 500 000	72 500 000	72 499 156	72 499 156	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Amélioration du cadre institutionnel et juridique.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-décret n°2014/2378/PM du 20 août 2014 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2007/1419/PM du 02 novembre 2007 fixant les conditions d'application de la loi n°97/003 du 10 janvier 1997 relative à la promotion immobilière élaboré; - décret n°2014/1005/PM du 21 mai 2014 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2008/0739/PM du 23 avril 2008 fixant les règles d'utilisation du sol et de la construction élaboré; -validation du modèle du titre de propriété. -600 exemplaires du recueil des textes et du guide la copropriété édités.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	décret n°2014/2378/PM du 20 août 2014 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2007/1419/PM du 02 novembre 2007 fixant les conditions d'application de la loi n°97/003 du 10 janvier 1997 relative à la promotion immobilière élaboré; - décret n°2014/1005/PM du 21 mai 2014 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2008/0739/PM du 23 avril 2008 fixant les règles d'utilisation du sol et de la construction élaboré; -validation du modèle du titre de propriété. -600 exemplaires du recueil de textes et du guide la copropriété édictés.								
Perspectives 2015	Poursuite de la relecture du cadre législatif et réglementaire sur l'urbanisme et habitat à travers : -l'organisation des ateliers de validation du manuel de procédure du MINH DU. -la relecture de loi portant organisation et exercice de la profession d'urbaniste.								

Action 02 RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES								
OBJECTIF	Améliorer la performance des acteurs urbains							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnels formé				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		356 personnels formés					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 484 300 000	1 484 300 000	1 442 450 232	1 442 450 232	1 332 917 118	1 296 676 926	92,4 %	89,9 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été menée dans un contexte marqué par une carence de matériel technique spécifique, cadre et condition de travail inadéquat pour quelques personnels et responsables du Ministère.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- 141 personnels formés - 05 bâtiments en construction dont 02 délégations régionales et 03 délégations départementales (dotation pluriannuelle) - 08 délégations réhabilitées - 04 logiciels de dessin et de calcul de structure; jalons, 02 mires, 03 tables traçantes, 01 imprimantes A2, 05 Télémètres laser et 01 Tachéomètre. - 09 motos , 1 station wagon, 12 Pick up et 06 berlines achetés.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Utilisation rationnelle des ressources budgétaires allouées - 05 bâtiments en construction (dotation pluriannuelle) : - Ø Délégation régionale de l'extrême nord à Maroua - Ø Délégation Régionale de l'Adamaoua à Ngaoundéré - Ø Délégation départementale du Djérem à Tibati - Ø Délégation départementale du Koung-Khi à Bandjoun - Ø Délégation départementale du Ndé à Bangangté - 08 délégations réhabilitées : - Ø Départementale du Mbam et Kim à Ntui, - Ø Délégation régionale du Mayo Kani à Kaélé - Ø Délégation départementale du Mayo Tsanaga à Mokolo - Ø Délégation départementale du Bui à Kumbo - Ø Délégation départementale de la Mifi à Bafoussam - Ø Délégation départementale des Bamboustos à Mbouda - Ø Délégation départementale de l'océan à Kribi - Ø Délégation départementale de la vallée du Ntem à Ambam 09 motos , 1 station wagon, 12 Pick up et 06 berlines achetés							
Perspectives 2015	le MINH DU poursuivra l'amélioration du cadre de travail des personnels des services centraux et déconcentrés à travers la formation du personnel, l'équipement de certains bureaux en matériels techniques spécifiques et en matériels roulants notamment l'achat des motos, la réhabilitation des délégations départementales et la poursuite de la construction des délégations régionales.							

Action 03 AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE URBAINE

OBJECTIF	Améliorer l'efficacité, le rendement et la cohérence des services								
Indicateur	Intitulé:		Taux d'exécution des projets				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2018						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		100%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	7 418 227 000	7 418 227 000	25 320 729 387	25 320 729 387	25 088 722 820	10 289 812 038	99,1 %	40,6 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Exercice expérimental d'apprentissage et appropriation des nouvelles techniques budgétaires Mise en œuvre des outils de pilotage du budget avec désignation des responsables de programme d'action et de contrôle de gestion								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Accompagnement financier des comités et groupes de travail - Acquisition des matériels informatiques spécifiques et roulants Entretien et équipement des services du MINH DU								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Accompagnement financier des comités et groupes de travail - Acquisition des matériels informatiques spécifiques et roulants - Entretien et équipement des services du MINH DU - Appui au suivi des projets (carburant, indemnité de missions, primes diverses, etc ...) - Paiement des ADP								
Perspectives 2015	Amélioration des capacités de prise en charge de tous les services du MINH DU								

Action 04 COORDINATION DES SERVICES

OBJECTIF	suivi de l'évaluation du plan d'action, de la mise en place d'un système d'information pour le suivi des activités, de l'évaluation du fonctionnement et de la performance des services							
Indicateur	Intitulé:		taux d'exécution de projet				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)								
Perspectives 2015								

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2014 permet d'une part d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, et d'autre part, d'entrevoir des perspectives à court et moyen terme en considération des leçons apprises.

Aussi, pour améliorer la lisibilité de nos résultats, voire de nos performances, il y a lieu de revisiter le contenu des programmes et actions à l'effet d'affiner les indicateurs qui sont associés dans le cadre de leur renseignement.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Le DSCE a assigné au sous-secteur de l'Habitat et du Développement Urbain l'objectif stratégique énoncé de la manière suivante « **maitriser le développement des villes et en faire des centres de production et de consommation nécessaires à l'essor du secteur industriel ; promouvoir l'émergence des agglomérations périphériques, le développement des villes moyennes ou secondaires capables de structurer les activités économiques dans l'espace urbain ; et concourir au développement des zones rurales environnantes** ». Pour cela, quelques cibles sont visées à l'horizon 2020, il s'agit précisément de 150 km de voirie construite ou réhabilitée, et 17000 logements construits.

Pour atteindre cet objectif, la stratégie de Développement Urbain a identifié quatre programmes déclinés successivement en actions, activités et tâches.

L'appréciation de la performance globale du département ne peut se faire qu'au regard du rendement obtenu sur chacun des programmes.

1- programme 496

Pour maitriser l'urbanisation galopante et anarchique, 21 documents de planification sont en cours d'élaboration avec un taux d'avancement moyen de **33,34%**.

En ce qui concerne la réalisation des opérations d'aménagement urbain, **419 ha** ont été réalisés dans le cadre du PDUE pour une performance de **100%**.

S'agissant de la construction des logements, 830 logements sociaux ont été construits dont 170 logements dans le cadre du programme gouvernemental et **660** logements avec la coopération chinoise, représentant une performance de **58,33%**.

2- programme 497

Les actions menées visent une meilleure canalisation des eaux pluviales, un meilleur traitement des eaux usées et des déchets solides, l'embellissement et la sécurité en milieu urbain, et le renforcement de la gouvernance urbaine. En guise de résultats, **30 km** de drains ont été construits pour une performance de **100%**, une station d'épuration est en cours de réalisation ; **5 000 m²** d'espaces verts aménagés sur une cible de 20 000 m² pour une performance de **25%**, et 784 points lumineux dont **430** points d'éclairage public installés dans six quartiers couverts par le PDUE, 160 points lumineux installés dans le cadre des travaux de la pénétrante Est à Yaoundé , 90 points lumineux dans le cadre des travaux C2D dans la ville de Yaoundé et **104** points lumineux installés à Fiango dans la Commune de Kumba 2^{ème} pour une performance de **126%**, **212** jeunes formés aux petits métiers urbains pour une performance de **106%**, et environ **13 276** ménages bénéficiant des projets sociaux de proximité pour une performance de **100%**.

3- programme 498

L'accent a été mis sur les travaux de réhabilitation, de construction et d'entretien de la voirie urbaine à l'effet de désengorger les pénétrantes de nos grandes métropoles, et de fluidifier la circulation les axes structurants et les grands carrefours. Comme résultats enregistrés, **54,821 km** de voirie en terre entretenue pour une performance de **61,85 %**, **2,234 km** de voirie revêtue entretenue pour une performance de **100%**, **45,932 km** de voirie urbaine revêtue réhabilitée pour une performance de **56,03%**, **06,5 km** de voirie revêtue construite pour une performance de **76,47 %**.

4- programme 499

Les tâches réalisées dans ce chapitre ont permis le renforcement du cadre institutionnel ainsi que des ressources humaines et matérielles compatibles avec les missions assignées aux structures chargées de la mise en œuvre des programmes opérationnels. A cet égard, **03** textes réglementaires ont été élaborés et signés en matière d'Urbanisme et d'Habitat pour une performance de **100%**, **141** personnels formés, **05** bâtiments en construction dont 03 délégations départementales et 02 régionales. Aussi, **08** délégations départementales ont été réhabilitées pour une performance de 100%. **09 motos**, **12 pick up** et une station wagon acquis en vue du suivi de la mise en œuvre des programmes.

3.2. LEÇONS APPRISES

Des enseignements ont été tirés lors de la mise en œuvre des quatre programmes au cours de l'exercice 2014 et seront implémentés dans le plan de performance 2015 du MINHDU à l'effet d'améliorer les performances du MINHDU. Ces mesures sont affichées par programme.

3.2.1-PROGRAMME 496

- Poursuite des réunions de concertation au niveau central avec les BET, les CTD et les services déconcentrés concernés ;
 - Mesures suspensives des BET ayant plus de deux études non achevées ;
 - Relèvement de l'enveloppe allouée aux études ;
 - Ajustement des délais aux exigences de réalisations des marchés ;
 - Transmission anticipée des DAO 2015 en fin d'année 2014 à la commission de passation des marchés du MINMAP ;
 - Signature d'une convention avec l'INS à l'effet de renseigner l'indicateur du programme ;
 - Renforcement des critères d'éligibilité des BET ;
-
- Mission d'information et de sensibilisation avec les acteurs locaux impliqués dans la gestion du projet (une fois par trimestre) ;
 - Intensification des missions de suivi et de la supervision par l'administration centrale ;
 - Implication active des populations bénéficiaires dans les projets d'aménagement.

3.2.2- PROGRAMME 497

- mise en place d'un partenariat avec l'INS à l'effet de renseigner les indicateurs du Programme.
- adoption du mode de gestion centrale en faveur des travaux communautaires par approche HIMO avec un volet suivi évaluation assuré par le BIT/MINH DU ;
- élaboration et transmission des DAO des projets 2015 au mois de novembre 2014 ;
- intensification des missions de suivi et de supervision des activités réalisées par les services déconcentrés.

3.2.3 PROGRAMME 498

- intensification des missions de suivi et de supervision des activités réalisées par les services déconcentrés ;
- réunions d'information et de sensibilisation avec les acteurs impliqués dans la gestion du projet ;
- renforcement des services centraux et déconcentrés dans le cadre des conventions avec le LABOGENIE.

3.3. PERSPECTIVES 2015

Dans le but d'améliorer les performances futures du MINH DU, quelques considérations méritent d'être capitalisées. Elles sont également affichées par programme.

3.3.1 PROGRAMME 496

Action 1 : Développement de la planification urbaine

- la signature d'une convention avec le FEICOM pour l'élaboration des documents de planification urbaine ;
- la mise en place d'un programme de renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de planification urbaine ;
- l'organisation d'un séminaire portant sur l'élaboration et la mise en œuvre des documents de planification urbaine ;

Action 2 : Réalisation des opérations d'aménagement

- organisation des séminaires de formation des cabinets, des gestionnaires et du personnel technique ;
- révision du mode d'organisation et d'implication des populations bénéficiaires.

Action 3 : Construction des nouveaux logements

- Achèvement de la construction de 1 675 logements sociaux de la première phase du Programme Gouvernemental de construction de 10 000 logements sociaux ;
- Poursuite de la sécurisation des sites et indemnisation ;
- Implication des firmes multi nationales avec des technologies innovantes de construction de masse à moindre coût ;
- l'orientation vers les Coopératives d'Habitat en matière de construction des logements sociaux, à travers la mise en place d'un cadre normatif conséquent et l'encouragement des acteurs

3.3.2 PROGRAMME 497

- accélérer la procédure d'attribution des marchés ;
- former les PME / PMI aux techniques de l'approche HIMO ;
- élaboration d'un vaste plan de communication sur les techniques par approche HIMO ;
- sécuriser les sites avant la programmation des projets.

3.3.3 PROGRAMME 498

- Organisation d'un atelier de vulgarisation sur la réglementation des interventions en matière de voiries et réseaux divers en milieu urbain ;
- Renforcement des capacités techniques du personnel des services déconcentrés du

MINH DU.

3.3.4 PROGRAMME 499

- Vulgarisation des textes à travers la traduction (en anglais), la reproduction et la distribution du recueil de textes sur l'urbanisme et l'habitat et du guide sur la copropriété